

LA FRANCE
EST TISSU
DE
MIGRATIONS

Expressions

Numéro 111 - octobre 2024 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



Pour contacter :
le secrétariat national
contact@solidaires.org

l'équipe de communication
journal@solidaires.org

Plus d'informations :
solidaires.org

À propos de la UNE: Des centaines de milliers de manifestants ont défilé le 15 juin 2024 dans les rues de France pour dénoncer la montée en puissance de l'extrême droite et appeler à l'empêcher de prendre le pouvoir lors des élections législatives anticipées fixées par le président Emmanuel Macron.

les informations générales :

La petite boîte à outils sur les conditions de travail
la-petite-boite-a-outils.org

La liste et les contacts des syndicats
solidaires.org/les-structures-de-branche

La liste et les contacts des Solidaires locaux
solidaires.org/se-syndiquer/les-solidaires-locaux



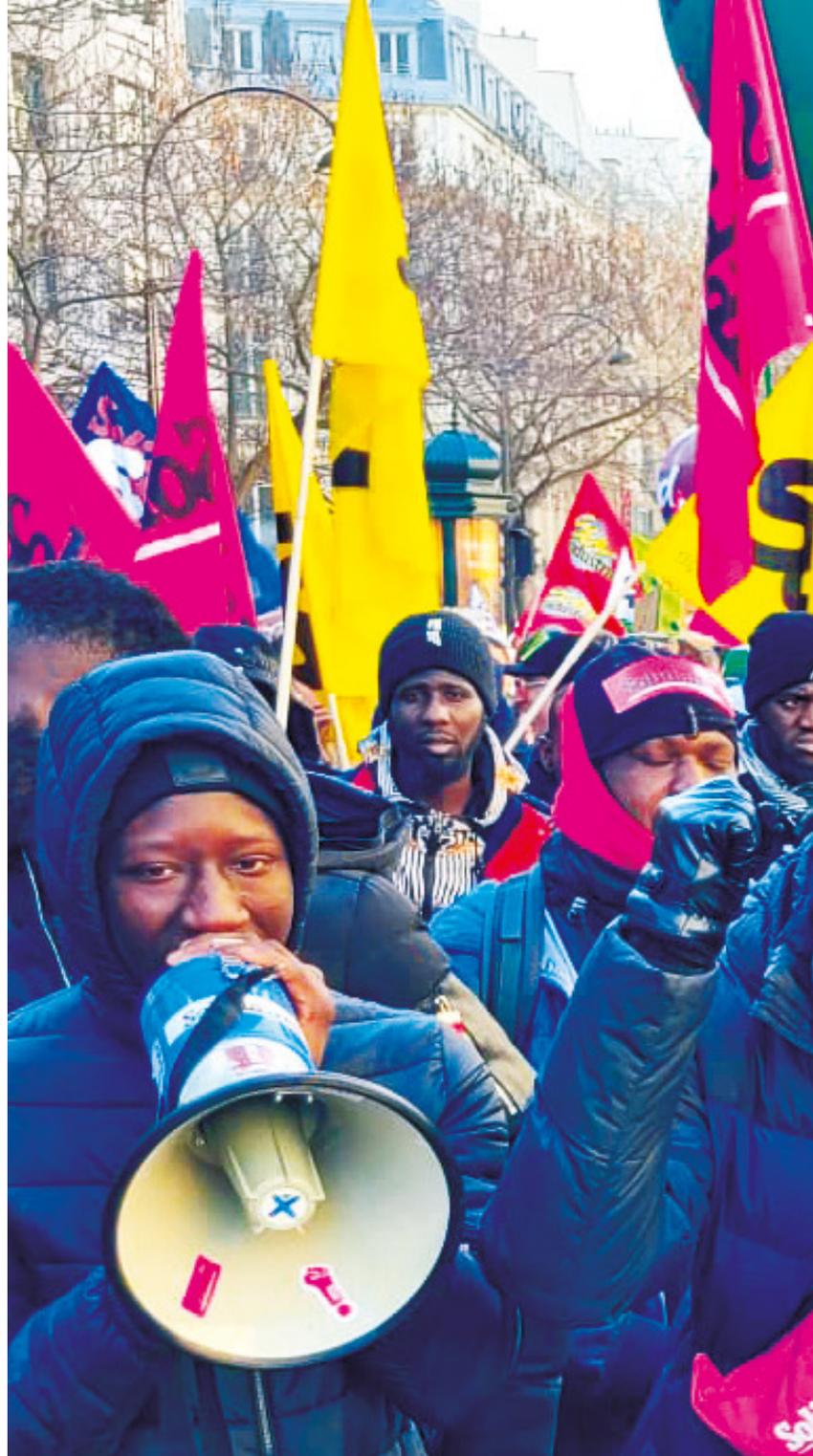
Et voir sur le site :

Expressions Solidaires sur
solidaires.org/sinformer-et-agir/
[les-journaux-et-bulletins/](http://solidaires.org/les-journaux-et-bulletins/)
[expressions-solidaires/](http://solidaires.org/expressions-solidaires/)

**Un journal à lire, à afficher
et pour manifester !**

Journal trimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires
Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 PARIS
Directrice de publication : **Murielle Guilbert**
Coordination générale du numéro : **Julie Ferrua et Ophélie Gath**
Coordination graphique : **Anaïs Enjalbert**
Comité de rédaction : **Anouk Colombani et Lina Cardénas**
Graphisme : **Atelier du bonjour**
Imprimerie : **Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93) - imprim'vert**

N°CPPAP : 1028 S 05397
Dépôt légal : à parution



CHRONOPOST,

Depuis le 7 décembre 2021, 200 travailleurs sans-papiers tiennent un piquet de grève et de lutte devant l'agence Chronopost (sous-traitant de La Poste) à Alfortville (94) pour leur régularisation. Malgré des manifestations hebdomadaires, ils sont renvoyés du ministère du Travail vers celui de l'Intérieur puis vers la préfecture : tout a été fait pour diviser et décourager

Solidaires



33 MOIS DE LUTTE, LE COMBAT CONTINUE

les camarades. Ils ont participé activement à la lutte contre la réforme des retraites et contre la loi raciste et xénophobe de Darmanin sur l'asile et l'immigration.

Depuis le début de la lutte, la préfecture du Val-de-Marne n'a accordé que 15 régularisations, dont 4 pour les grévistes Chronopost. Nous sommes loin du compte...

Face à un pouvoir raciste et méprisant, qui mise sur le découragement et la division, les travailleurs du piquet Chronopost sont déterminés dans cette lutte exemplaire pour arracher les titres de séjour pour tous !

Continuons à les soutenir dans la rue et au quotidien :
cotizup.com/sans-papiers-chronopost-alfortvill

NO BASSARAN!

Le Village de l'Eau a fermé ses portes le dimanche 21 juillet, après 6 jours exceptionnels de convergence et d'échanges passionnants pour renforcer nos luttes. Solidaires 79 et ATTAC étaient dépositaires de l'événement appelé par plus de 120 organisations. Le Village de l'Eau, avec sa programmation et son organisation impressionnantes, a accueilli plus de plusieurs milliers de personnes dans la joie et la sérénité malgré un dispositif répressif important. Les tables rondes, assemblées, créées, soirée-concert, projections, formations et ateliers se sont enchaînés sous des chapiteaux bondés, témoignant ainsi de notre détermination à penser la suite et à s'organiser à différentes échelles! Nous continuons le combat. No Bassaran!

solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/nationales/la-mobilisation-stop-megabassines-se-cloture-quelques-elements-de-bilan/

GREENDOCK

Le 25 mai à Gennevilliers, 2000 personnes se sont réunies pour dénoncer le projet du méga entrepôt « Greendock ». Une manifestation festive, jusqu'à ce que la police décide d'arrêter une cinquantaine de manifestant-es pour s'être introduit dans un parc en marge du cortège. « Greendock » est une plate-forme logistique égale à deux Stades de France sur les berges de Seine, en face de la zone protégée Natura 2000 de l'Île-Saint-Denis. Avec 85% du transport qui se fera par camions et près de 1600 rotations par jour, le projet n'a de vert que le nom! Les transports représentent en effet 30% des émissions de GES en France, 95% incombant au transport routier. Solidaires propose ainsi de réinvestir massivement dans le fret ferroviaire et s'oppose résolument à la liquidation de Fret SNCF prévue pour décembre 2024.

AUDIOVISUEL PUBLIC:

INCERTITUDE ET VIGILANCE

En mai, le slogan était scandé devant le ministère de la Culture: « la fusion de France TV, Radio France et l'INA, c'est non! » Dogmatique et dangereux, le projet de Rachida Dati faisait l'unanimité contre lui, et les syndicats du secteur (dont le SNJ et Sud-Culture) s'étaient fortement mobilisés. Mais le 9 juin, la dissolution de l'Assemblée nationale met fin aux débats parlementaires et la réforme Dati est enterrée. Définitivement, ou seulement pour un temps? Difficile à dire mais du côté de la droite et de la Macronie, la volonté de « réformer la gouvernance » de l'audiovisuel public tient de l'obsession. Méfiance donc! D'autant plus qu'un autre dossier, technique mais crucial, doit être réglé urgemment: le financement de l'audiovisuel public, fragilisé par la suppression de la redevance, en 2022. Ce sera sans doute

en France, des usines ferment, laissant des familles dans l'incertitude. Ce système, qui ne pense qu'au profit, doit changer. Nous exigeons des droits pour défendre nos emplois. Ensemble, on ne lâchera rien. »

EXPULSION

Après le combat qui continue de la bourse du travail d'Aubervilliers, nous apprenions fin mars que Solidaires 13 était visé par une expulsion de son local, bientôt reconvertie par une augmentation de 50% de son loyer. L'Union départementale a très vite dénoncé la situation et interpellé la mairie, qui comme nombre de mairies ne met pas en place de politique d'égalité entre les syndicats quant à l'accès à des locaux. Plus d'une centaine de camarades était présent-es le vendredi 19 avril devant le conseil municipal de Marseille pour réclamer un local ou la prise en charge du loyer intégral par la mairie

de militant-es politiques ou sans étiquettes, venu-es défendre des libertés fondamentales! Les cas de répression se multiplient en Gironde à l'encontre des militant-es de SUD et de la CGT! Ce qui leur est reproché? Prises de parole pour le syndicat, mails au nom du syndicat, bref l'activité syndicale de manière générale. Nous ne nous laisserons pas bâillonner!

RATP VIOLENCES SEXUELLES

La RATP clame tolérance zéro face au harcèlement sexuel, mais la réalité en interne est bien différente. SOLIDAIRES RATP défend plusieurs agentes victimes, révélant le déni systématique de l'entreprise face aux violences sexistes et sexuelles. Les harceleurs profitent de leur position hiérarchique pour se lâcher, particulièrement lors de l'année de commissionnement (période d'essai). Quant aux référent-es, censé-es lutter contre les violences, iels enterrant les affaires en déplaçant les victimes. L'inspection du travail a enfin réagi, mettant la régie en demeure de prendre de vraies mesures. SOLIDAIRES RATP a décidé d'agir en justice, une première contre une grande entreprise pour ses manquements graves.

BRÈVES DE COMBAT

le combat de l'automne pour les salarié-es des télévisions et radios publiques...

PAROLE

Depuis juin les salarié-es de Valéo sont en lutte pour sauver leur entreprise. Le 17 septembre plusieurs prises de paroles ont eu lieu lors d'un rassemblement devant le siège de Valéo. « Je travaille chez Valéo depuis des années, et aujourd'hui, on se retrouve à risquer de tout perdre, alors que l'entreprise affiche 22 milliards d'euros de chiffre d'affaires. On nous parle de fermeture, alors que Valeo a touché des millions d'euros d'aides publiques et qu'ils veulent délocaliser pour faire plus de bénéfice. C'est toujours la même histoire: les actionnaires s'enrichissent pendant que nous, les salarié-es, payons le prix fort. On n'est pas les seuls. Partout

(qui après tout est aussi le responsable de l'inflation des loyers marseillais). Au niveau de Solidaires, le congrès d'avril 2024 a décidé de la nécessité de travailler au niveau de tout le pays pour la préservation des locaux syndicaux. La suppression de locaux ou leur non entretien constituent évidemment une répression sournoise qui atteinte à la démocratie sociale. Des locaux pour les syndicats! Des lieux pour s'organiser!

RÉPRESSION

Le 10 septembre 150 personnes étaient rassemblées devant la direction de La Poste à Bordeaux, face aux attaques anti-syndicales! De nombreux collègues étaient présent-es, avec en soutien une intersyndicale forte de nombreuses délégations de l'éducation, de la santé, de l'énergie et d'autres secteurs! Ainsi que la présence d'élus locaux et

SANTÉ

Début 2023, à l'initiative du Collectif Notre Santé en Danger, une vingtaine d'organisations citoyennes, syndicales, mutualistes et politiques se réunissaient autour de préoccupations communes: le constat partagé d'un système de santé, du médico-social et du social laminé par les politiques menées depuis des décennies. Le 11 septembre 2023, le Tour de France pour la Santé avait été officiellement lancé, avec plus de 60 organisations. L'objectif: mettre en lumière les initiatives locales et peser sur le PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale). Face à l'urgence, nous appelons à rejoindre la Saison 2 du Tour de France pour la Santé autour des thèmes: déserts médicaux, casse du service public et des hôpitaux, médicament bien commun, démocratie sanitaire et sécu à 100%, droits de l'Enfant...



Marche des fiertés - Paris : Le 29 juin 2024, plus de 110 000 personnes ont défilé à Paris pour la Marche des Fiertés, avec des slogans puissants : « *Votons pour nos droits* », « *La lutte, c'est ma fierté* », et surtout « *Contre la transphobie : transolidarités* ». Dans une ambiance festive et revendicative, entre chars pailletés et percussions endiablées, le message était clair : on ne se taira pas ! Face à la montée de la haine et à la menace de l'extrême droite, qui a tenté d'infiltrer la marche et a été repoussée par le Service d'ordre de Solidaires, la Pride 2024 a été plus politique que jamais. Fier-es, en colère et déterminé-es, on ne lâchera rien pour nos droits !

Mobilisation internationale contre les méga-bassine - Melle : Plusieurs milliers de personnes ont convergé vers le Poitou du 16 au 21 juillet 2024 pour la mobilisation internationale contre les méga-bassines, portée par plus de 120 organisations, dont Solidaires. Paysan-nés, habitant-es, syndicalistes, scientifiques et élu-es ont évité un nouveau Sainte-Soline en déployant des actions inventives et en empruntant des parcours audacieux. Ensemble, iels ont exercé leur droit de manifester, dénonçant l'agro-industrie et exigeant un moratoire immédiat sur les projets de bassines. Leur détermination et leur créativité ont fait de cet événement une véritable démonstration de force ! bassinesnonmerci.fr/wp-content/uploads/2024/07/22-07-lettre-ouverte-aux-elu-es.pdf



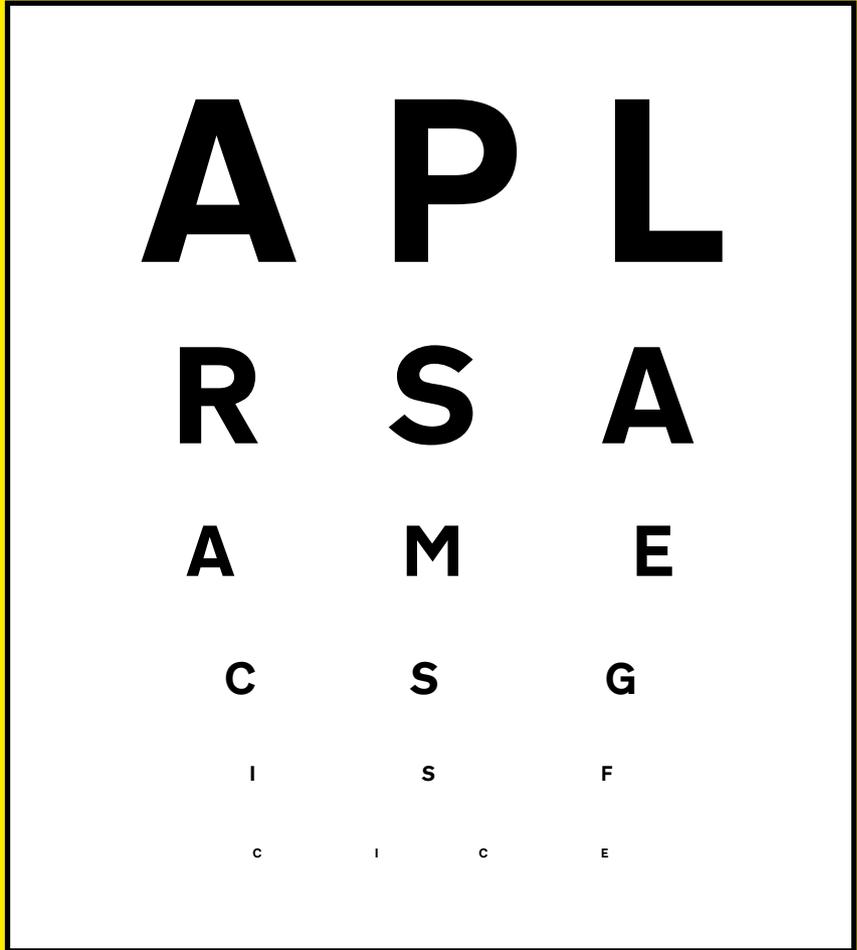


LES JEUX PAS OLYMPIQUES

TEST DE VISION

Quand il s'agit de faire des économies, les experts du gouvernement ont une myopie sélective qui contamine le pays à travers grands médias. Pour vérifier si toi aussi tu as été touché-e, voici en exclusivité le test que le gouvernement n'a pas jugé bon de financer.

Réponse : Le CICE, Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi c'est 18 milliards d'€ offerts aux grandes entreprises devait « créer » 1 million d'emplois selon le MEDEF. Il en a généré 100 000. Macron l'a remplacé par de nouvelles baisses de cotisations patronales, sans contre-parties.



Jeu très très largement inspiré du super travail des Chômeuses Go On

ANAGRAMMES

Retrouve pour chaque ministre (ou président) l'anagramme qui lui correspond

- ANTOINE ARMAND
- RACHIDA DATI
- EMMANUEL MACRON
- SÉBASTIEN LECORNU
- CATHERINE VAUTRIN
- MICHEL BARNIER
- BRUNO RETAILLEAU
- ANNE GENETET

- UN BENET SCOLARISÉ
- MON MANUEL CRAME
- NÉANT ET GÊNE
- DADA TRICHAÏ
- BRÛLURE NATIONALE
- LIBÉRER MACHIN
- ANTAN DOMINERA
- VIENT, NUIT, ARRACHE

Cefi Solidaires

**Centre de Formation
Interprofessionnel
de Solidaires**



Comme les deux précédentes éditions, les Rencontres de l'été ont été moment important de renforcement de notre syndicalisme, de nos pratiques syndicales et de nos argumentaires notamment contre l'extrême droite. Les nombreux échanges, ateliers, mises en situation ont permis d'outiller les camarades pour repartir sur le terrain forts de nos valeurs et avec de nouveaux outils pour combattre l'extrême droite dans nos lieux de travail, de vie et de loisirs.

Cette année environ 120 stagiaires, animateurs et animatrices ont contribué à la réussite de cette semaine au vu de la qualité des échanges et des contenus créés. Le bilan détaillé de ces journées sera prochainement réalisé sur cette occasion rare de rassembler des camarades issus de multiples milieux professionnels et régions autour notamment de thématiques liées aux valeurs, luttes et revendicatifs centraux pour notre Union. Nouvellement syndiqué-es ou camarades plus expérimenté-es qui cherchent à s'investir dans l'animation de leur structure, cette semaine de formation d'accueil militante a permis de renforcer notre projet syndical toujours plus indispensable dans la période.

solidaires.org/se-former

Quoi de neuf
au Cefi ?

Bientôt au CEFI :

**INTERNATIONALISTES.
Agir syndicalement sur
les questions internationales
8 et 9 octobre 2024 (Paris)**

**Agir syndicalement contre
le racisme
14 au 16 octobre (Paris)
vu.fr/WdVcv**

**Agir syndicalement contre
l'islamophobie
17 au 18 octobre 2024 - (Paris)
vu.fr/dFrZj**

**Organisation et sécurisations
d'initiatives publiques
du 29 au 31 octobre (lieu à définir)
vu.fr/XIijt**

**En finir avec les politiques
néo-natalistes pour
plus d'égalité et de justice
5 novembre 2024 (Paris)
vu.fr/EZsQJ**

**Education aux médias
actuels, un outil
pour notre syndicalisme
vu.fr/pARC**

**Formation d'animateur-trice
de formation « Agir
syndicalement contre
les atteintes à la santé liées
au travail dans la fonction
publique »
25 au 29 novembre
vu.fr/YvNVV**

Les Utopiques est une publication Solidaires mais ouverte aux mouvements sociaux, à des camarades d'autres organisations syndicales, à des militants et militantes d'autres pays. Ce sont des Cahiers de réflexions qui couvrent l'ensemble du champ syndical. C'est un espace autonome de réflexions, avec des textes très majoritairement rédigés par des syndicalistes. Un outil de réflexion individuelle et collective, des articles qui permettent de prendre du recul vis-à-vis de l'actualité militante mais qui nourrissent celle-ci.

• • •

SUPPORTERS ANTIRACISTES ET ANTIFASCISTES

Les supporters de football, qu'ils et elles se réclament du hooliganisme ou du mouvement ultra' font souvent parler d'eux : dans la rubrique fait-divers des journaux nationaux lorsqu'il s'agit de bagarres, de caillassages et autres échauffourées ou, plus discrètement, dans les bonnes nouvelles des canards locaux lorsqu'ils et elles réalisent une action sociale, produisent un tifol d'ampleur ou fêtent un anniversaire. C'est souvent la première partie du tableau que retiendront les observateurs de l'actualité peu soucieux du ballon rond. Pourtant, derrière ce sport parfois décrit dédaigneusement comme l'illustration « *du pain et des jeux* », existe dans ses tribunes une sous-culture méconnue, qui se veut dans le même temps imperméable au monde extérieur, mais aussi ostensible quand elle le décide.

LES GRADINS, UN TERRAIN DE LUTTE MÉCONNU

Parler du mouvement supporter n'est pas chose aisée, tant il fourmille de détails et d'ambiguïtés. Quelques précisions de terminologie sont donc à expliciter : un groupe ultra' désigne un groupe de supporters se revendiquant du mouvement ultra' et en adoptant les codes. Le mouvement ultra', au sens où on l'entend, est né à Milan en 1964. Il a pour idéal de supporter son équipe, en la suivant autant à domicile que

partout où elle se déplace, regardant le match debout en lançant des chants et des gestuelles coordonnés initiés par le capol, en réalisant des tifos, et en préservant le matériel et l'intégrité de son groupe, à son corps défendant contre la police ou contre tout autre ennemi. Les ultras se veulent aussi un contre-pouvoir du club, souvent appelé-es « *syndicalistes du football* » car capables de s'opposer, parfois avec beaucoup de ruse, à la volonté de la direction de leur club ou à la répression.

Antérieurs aux ultras, les hooligans, regroupés le plus souvent dans des firms ou des crews sont issus de la culture britannique, où le hooliganisme apparaît à l'aube du XX^e siècle. Les groupes de hooligans ont traditionnellement pour préoccupations premières la bagarre et les chants. En Europe, au même titre que le football à proprement parler, le hooliganisme (et dans une moindre mesure le mouvement ultra') ont muté depuis leur émergence. En France, le hooliganisme est souvent assimilé aux supporters indépendants (ou indéps) ou au mouvement casual, qui reprennent beaucoup de codes du hooliganisme anglais mais sont souvent des groupuscules de bagarreurs, parfois proches du stade, mais de plus en plus couramment proches de la politique : le football devient un simple prétexte quand il n'est pas totalement délaissé. Aujourd'hui beaucoup de groupuscules hooligans s'adonnent à des fights, combats organisés entre groupuscules à une date, une heure, un lieu et un nombre défini, souvent en forêt, parfois en ville.

[...]

UN PANORAMA DES GROUPES ET DES TRIBUNES ANTIRACISTES ET ANTIFASCISTES EN FRANCE

Si on regarde le mouvement supporter français dans son ensemble, plusieurs singularités se dégagent rapidement par rapport à certains voisins européens : contrairement aux allemands, belges ou hollandais, les groupes de hooligans sont très minoritaires en France.

[...]

A l'inverse du hooliganisme, le mouvement ultra' reste assez pluriel. Des groupes de taille et d'orientation politiques assez variées se chargent d'animer, week-end après week-end, à domicile comme à l'extérieur, les stades. Si la plupart des groupes ultra' font le choix de ne pas afficher clairement une couleur politique et se bornent à se réfugier sous l'expression « *Ultra' no politica* », il en existe cependant qui se revendiquent antiracistes ou antifascistes, notamment par ancrage territorial et par revendication d'un héritage ouvrier radical. C'est le cas par exemple des Green Angels 1992 de Saint-Etienne ou des Red Tigers 1994 lensois qui se revendiquent, pour le premier plutôt antifa et pour le second antiraciste, tout cela dans un lien avec le passé minier des deux villes et d'un ancrage populaire.

[...]

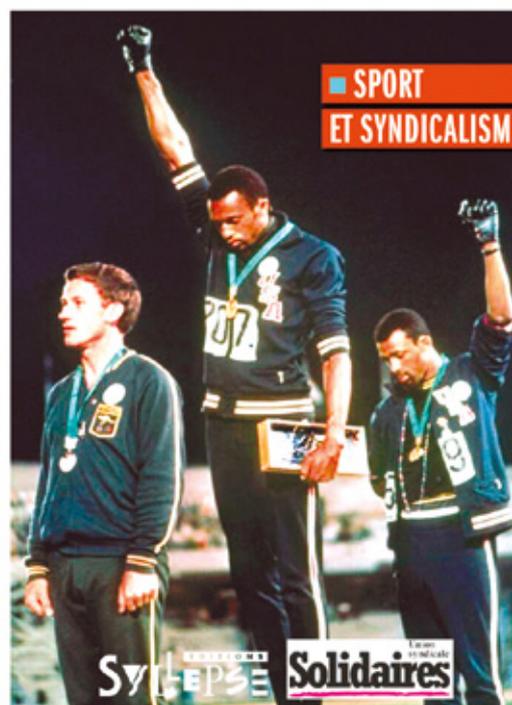
Si certain-es aiment à décrire le mouvement ultra' comme « *dernière aventure du monde civilisé* », il s'agit d'un mouvement qui doit vivre avec ces contradictions, même pour les groupes antiracistes ou antifascistes, il n'est jamais simple de s'opposer au foot business d'une part et de réclamer un club compétitif tutoyant les sommets sportifs. Il n'est pas rare non plus, de voir des groupes aux idées politiques similaires se battre entre eux ; de même, il n'est pas rare non plus de voir deux groupes aux idées politiques différentes s'entendre entre eux, soit pour leur club, soit parfois même par amitié.

Certaines entités, soucieuses d'être droites dans leurs bottes sur ce plan ainsi que sur le plan politique, ont choisies de s'éloigner un peu du mouvement ultra', notamment en créant des clubs de football autogérés comme par exemple le Ménilmontant FC 1871, créé en 2014 à Paris, entre autres par des militant-es antifascistes et des supporters issus de groupes du PSG. Si leur mode de fonctionnement leur fait faire intrinsèquement un pas de côté par rapport au mouvement ultra' (pas d'indépendance par rapport au club, étant donné que le club et la tribune sont une seule entité, le MFC), ces collectifs sont présents dans leur quartier, réalisent des actions de solidarité, voient leur club comme un moyen d'éducation populaire et font des banderoles et des tifos de soutien aux causes politiques d'à travers le monde.

Des camaradEs de la commission
antifasciste Solidaires

LES utopiques

NUMÉRO 26 - ÉTÉ 2024 CAHIER DE RÉFLEXIONS



Les commissions et groupes de travail de Solidaires

Suite au congrès dernier congrès de Solidaires qui a eu lieu en avril 2024, un nouveau secrétariat national a été élu. Voici la nouvelle répartition des différentes commissions et groupes de travail :

ANTIFASCISME

Aurélien, Murielle, Véro

ANTIRACISME (GT)

Véro, Tayeb

BUDGET

Véro, Jérôme, Ophélie

CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ

Elie, Ophélie

COMMUNICATION

Julie F, Gaëlle, Aurélien

CONDITIONS DE TRAVAIL

Julie L, Ophélie, Gaëlle, Tayeb

DISCRIMINATION LIÉES AU HANDICAP

Julie F, Elie

DROITS ET LIBERTÉS (GT)

Elie, Murielle

ÉCOLOGIE

Julie L, Julie F, Tayeb, Jérôme

ÉCONOMIE

Ophélie, Elie

FEMMES

Murielle, Julie F

FONCTION PUBLIQUE

Gaëlle, Ophélie, Brendan

FONCTIONNEMENT DES INSTANCES (GT)

Murielle, Véro

FORMATION

Elie, Véro

GENRE ET SEXUALITÉ

Julie F, Murielle

IMMIGRATION

Julie F, Tayeb

JOURNAL (GT)

Ophélie, Julie F

JURIDIQUE

Elie, Brendan

INTERNATIONAL

Jérôme, Ophélie

PROTECTION SOCIALE

Elie

RGPD - PROTECTION DES DONNÉES (GT)

Aurélien

SALARIÉ·ES DANS SOLIDAIRES (GT)

Véro, Murielle, Elie

SERVICE D'ORDRE (GT)

Aurélien

SERVICES PUBLICS

Gaëlle, Ophélie, Brendan

STATUTS (GT)

Murielle, Véro

SYNDICALISATION, DÉVELOPPEMENT ET STRUCTURATION

Aurélien, Elie, Véro, Gaëlle, Tayeb dont Banques/Assurances (GT) Jérôme

UNIRS (GT)

Ophélie, Véro

TECHNOLOGIE, TRAVAIL ET SOCIÉTÉ

Julie L, Ophélie, Gaëlle

FEMMES

Un chantier de refonte des différentes formations féministes et antisexistes de Solidaires est en cours depuis plusieurs mois au sein de la commission femmes avec les animatrices et animateurs des formations féministes. Ce groupe retravaille ainsi les formations « agir syndicalement contre les inégalités et stéréotypes de genres », « agir syndicalement contre les violences sexistes et sexuelles », « agir pour l'égalité professionnelle ». Un travail sur de nouveaux contenus et des modules de 2h est aussi réalisé. L'issue de ce chantier approche et une formation d'animatrices & animateurs de formations antisexistes aura lieu 9 au 13 décembre 2024 à Lyon, et de nouvelles formations pourront ensuite être proposées partout sur le territoire sur ces sujets. Si vous souhaitez vous y inscrire : urlr.me/sFdnP

IMMIGRATION ET GT ANTIRACISTE

Depuis le 9 juin, les violences racistes, sexistes et LGBTIphobes se sont encore plus décomplexées dans la société, sur nos lieux de travail, entre usager·es et salarié·es, et entre collègues. Le vote RN ne doit pas être interprété comme un simple vote de colère, c'est aussi un vote raciste. Nous devons en prendre conscience. Le discours raciste se structure, notamment dans les champs politique et médiatique, autour des idées « d'assistanat » et de « préférence nationale ». L'extrême droite exploite le sentiment d'injustice, en faisant croire que l'État privilégierait les « étrangers » au détriment des « vrais Français ». Les théories complotistes comme celle du soi-disant « grand remplacement » prospèrent. Pour s'attaquer à l'extrême droite, il est urgent de s'unir et de combattre ces discours (bien au-delà de ses rangs), d'amplifier nos luttes antiracistes et anticoloniales, et d'imposer nos revendications pour l'égalité et la liberté ! C'est la tâche à laquelle nous devons continuer à nous atteler pour les mois qui viennent.

GENRES ET SEXUALITÉS

Agir contre la transphobie. Ces dernières années, les attaques envers les mouvements LGBTIQ+, et notamment envers les personnes trans, se sont multipliées. C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires a appelé au mois de mai l'ensemble de ses structures à se rapprocher des associations Trans et LGBTIQ+ et à participer aux mobilisations prévues le 5 mai pour dénoncer le projet de loi des Républicains « visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre ». Si la loi est passée au Sénat, avec la dissolution celle-ci n'est pour l'instant plus au sujet à l'Assemblée. Nous devons rester vigilant·es. Plusieurs écrits ont été fait sur le sujet par la commission genres et sexualités que vous pouvez retrouver ici : urlr.me/XSWKC Un film a

aussi été réalisé : Riposte syndicale et luttes trans-féministes. Il est à disposition pour les formations de Solidaires ou pour organiser des tables rondes sur le sujet. Vous pouvez contacter julie.ferrua@solidaires.org pour avoir les accès. De plus la fiche contre les discriminations LGBTQI au travail a aussi été mise à jour : urlr.me/jK1M7

COMMISSION SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Un kit d'action sur les accidents de travail / accident de service. La commission conditions de travail a décidé de construire un plan d'action afin de rendre visibles les accidents liés au travail dans les entreprises, les associations et les 3 versants de la fonction publique ainsi que leurs conséquences sur la santé physique et psychique des victimes. Ce travail s'inscrit dans le prolongement de plusieurs manifestations : Du matériel sera envoyé dans les Solidaires locaux en même temps que le matériel TPE/TPA. Mais vous pouvez déjà retrouver en ligne le kit et les brochures sur le sujet ici : urlr.me/kJ54g Les initiatives sont à faire remonter à julie.lemazier@solidaires.org pour être transmises à la commission conditions de travail.

JURIDIQUE

La commission juridique s'est attelée à mettre à jours toutes les fiches « Vos droits ». Elles seront bientôt disponibles sur le site urlr.me/YsKMt Et envoyées vers les Solidaires locaux d'ici la fin de l'année. De plus la commission juridique a analysé le décret de suspension du repos hebdomadaire des salarié·es agricoles et Solidaires a décidé de saisir le Conseil d'État pour le faire annuler ! C'est quoi ce décret ?

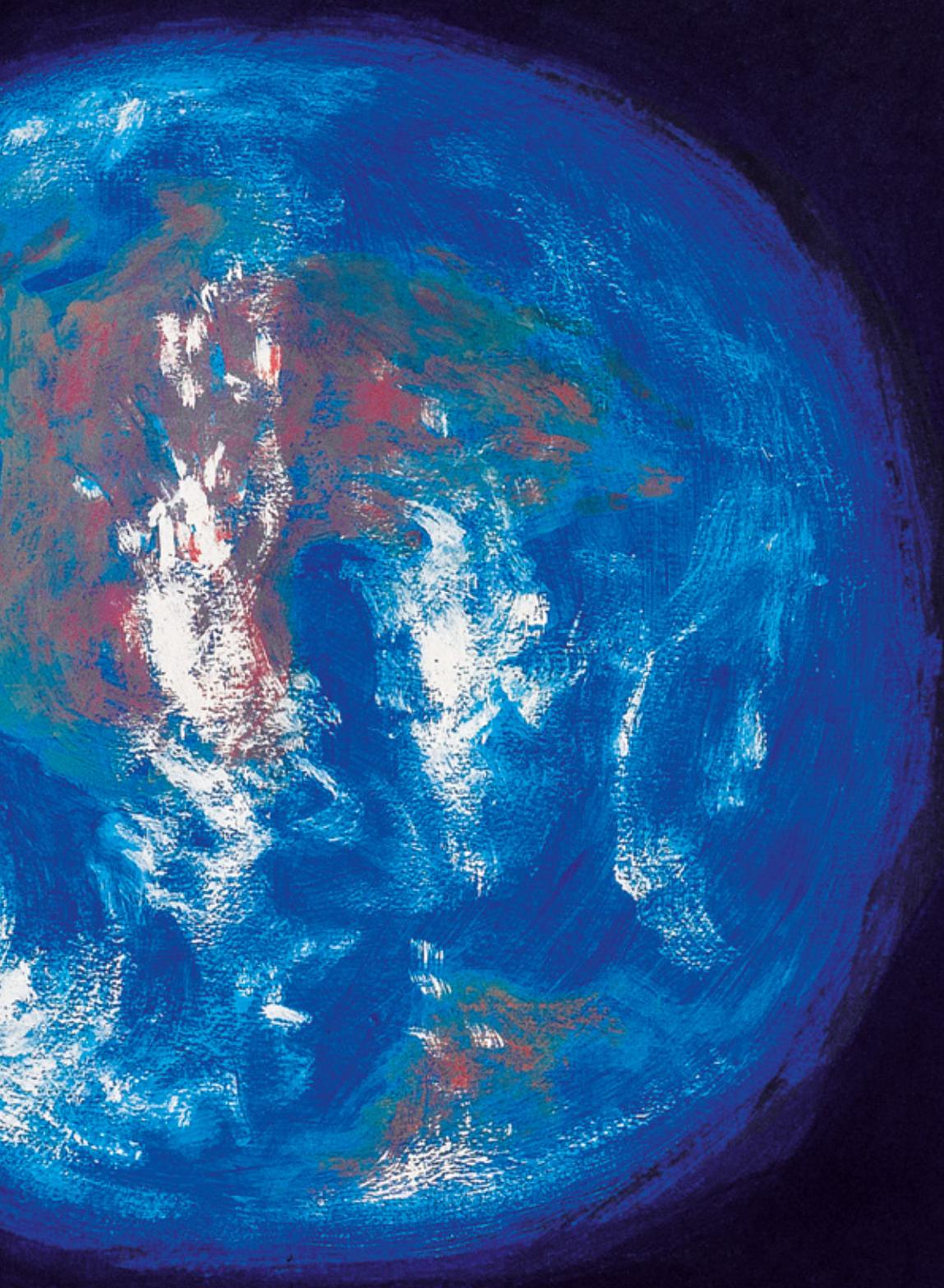
Trois jours après sa défaite aux législatives de cet été, le gouvernement Attal, fraîchement démissionnaire, reprenait une proposition des Républicains et du RN. Il publiait un décret autorisant le patronat agricole à suspendre les repos hebdomadaires des salarié·es saisonniers. Cette suspension s'applique quand le patronat estime que les travaux de récolte manuelle des productions AOP ne peuvent être reportés. Pourtant, la pénibilité des travaux agricoles exige un strict respect des temps de repos. L'inspection du travail n'a qu'à être informée ; son autorisation n'est pas nécessaire. Rappelons que l'année dernière les vendanges ont tué 6 travailleurs saisonniers !

JOURNAL

Le groupe de travail journal cherche des militant·es pour écrire, interviewer, photographeur ou relancer les personnes pour les articles. Si tu souhaites plus de renseignements pour participer à cette aventure, envoie un mail à journal@solidaires.org

ANTIFA, FEMMES, LGBTI, INTERNATIONALE, IMMIGRATION ET ANTIRACISTE

Pendant 3 semaines en juin nos commissions ont produit beaucoup de matériel pour combattre l'extrême droite en produisant des tracts, des argumentaires et des vidéos. Ce matériel est toujours d'actualité, il est disponible ici : <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/nationales/faire-front-contre-lextreme-droite/>



Collectif des maires d'Ile-de-France soutenant les propositions du Collège des médiateurs des sans-papiers

M. Quêrez

LE REALISME

ANTIISÉMITISME ANTITSIGANISME

ISLAMOPHOBIE NÉGROPHOBIE

...

ROBOPHOBIE

COMBATTRE

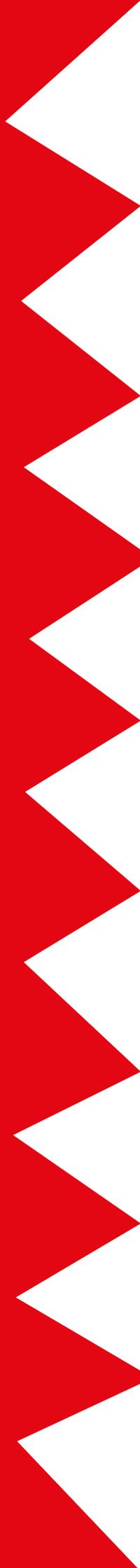
ET TOUTE

COMBATTONS-LE

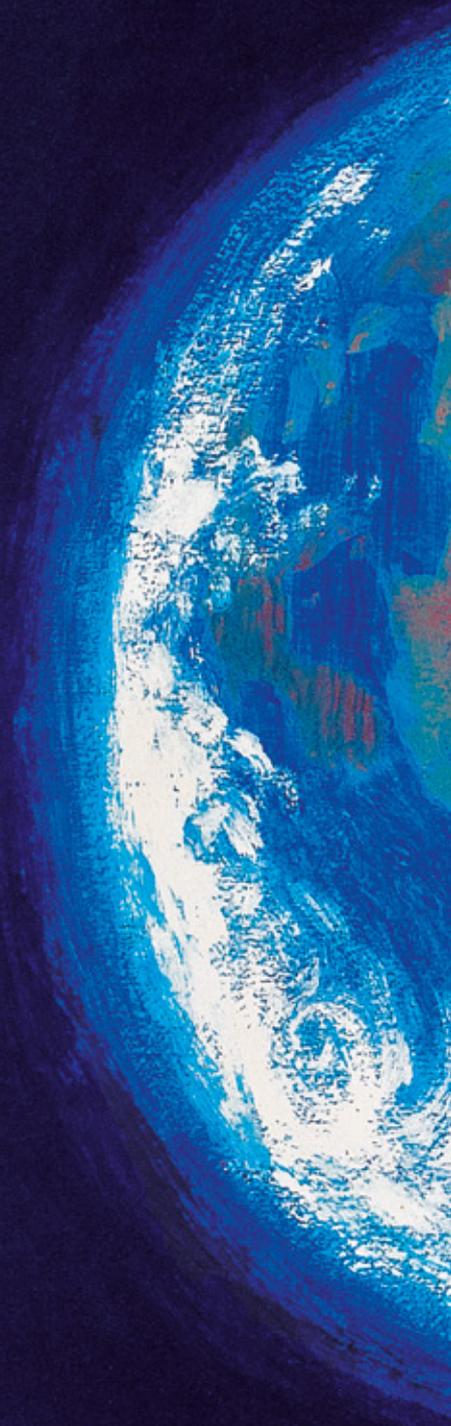
Union
syndicale

Solidaires

**CONTRE TOUTES LES
FORMES DE RACISME**



Vos papiers!



Lettre à mon collègue de taf, qui ces derniers mois tous comme d'autres est très décomplexé et parle ouvertement de ses sentiments en faveur d'un parti nauséabond voire pire. Si je n'ai pas l'envie de provoquer un débat-combat avec lui, je me sens l'obligation au regard de mes valeurs de lui dire tout ce que je pense de ce parti populiste, fasciste, xénophobe, patriarcal et raciste.

À toi, M., mon collègue, mon pote de taf, enfin je suis plus très sûre.

Ton discours a changé, tu te radicalises et de façon quasi anodine, à chaque pause, à la cafèt essaies de banaliser ce parti « qu'on n'a pas essayé et ce sera pas pire ! »
« On n'a pas essayé »... sauf au parlement européen, à l'assemblée nationale, dans certaines mairies... Et ce parti a déjà montré ses vraies couleurs. Leur programme n'a rien de social : il joue sur les peurs, mais ne propose rien de concret pour améliorer la vie des gens qui galèrent : l'augmentation du SMIC, le retour de l'ISF, le blocage des prix des produits de première nécessité, ou encore la gratuité des fournitures scolaires.
« Ce ne sera pas pire » Tu oublies que le FN/RN n'est pas un parti comme les autres. Son programme est basé sur la discrimination. Tu oublies que notre pays a connu comme partout en Europe au milieu du siècle dernier les ravages et les massacres nés d'un parti xénophobe, suprématiste, raciste et validiste.
Notre nation repose sur sa diversité, et c'est cette richesse qui nourrit le vivre-ensemble et la démocratie. Nous sommes toutes et tous, un peu gaulois, un peu romain, un peu germain, un peu espagnol, un peu juif, et somme toute un peu arabe, cette phrase, qui aurait pu être qualifiée d'imprudente par un chef d'état dans les années 80 sonne et résonne à mes oreilles, sans nier les fragilités déjà bien présentes des institutions et de la démocratie. Cette phrase appelait à l'unité et à ne surtout pas céder ou répondre à des choix mal dirigés ou des subconscious mal réglés.
Je te dis tout ça parce que je vois bien que tes choix reposent sur des mensonges politiques et médiatiques. Laisse-moi t'expliquer pourquoi ça ne tient pas debout.
Absurdité du RN : « L'immigration est hors de contrôle et nuit aux Français. » C'est faux. En réalité, les étrangers qui arrivent en France, c'est une petite partie de la population. Les immigré-es, qu'ils aient des papiers ou non, bossent pour la plupart et cotisent à la Sécurité sociale, paient des impôts directs et indirects. Quand tu me parlais hier de l'Aide Médicale d'État qu'il faudrait arrêter, sache que ça ne concerne même pas la moitié des immigré-es. En plus, les médecins sont d'accord : offrir l'accès aux soins à tout le monde, c'est une question de santé publique. Ça évite des grosses épidémies ou des mutations de virus.
Deuxième mensonge du RN : « On n'est plus en sécurité nulle part. »
Selon le RN, la France est un coupe-gorge. Mais il n'y a aucune preuve d'une explosion de la violence. Les vraies études montrent qu'il n'y a pas eu d'augmentation des violences physiques depuis des décennies. Oui, certaines formes de violences, comme les menaces ou les injures, sont plus fréquentes, mais rien à voir avec l'image de chaos que le RN veut véhiculer. En réalité, la justice est plus sévère qu'avant, les prisons sont pleines, et la situation est loin du « monde sauvage » qu'ils décrivent. C'est juste une stratégie pour nous faire peur. En conclusion, le « monde sauvage » et l'impunité qu'entend combattre le RN ne sont que niaiseries.

Je vais m'arrêter là, mais je t'encourage à lire des sources un peu plus sérieuses, comme sur le site de Solidaires. J'espère qu'on pourra bientôt reprendre nos pauses ensemble à la cafèt, un peu plus armés contre ce parti qui, au fond, va à l'encontre de tout ce que tu souhaites vraiment. solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/expressions-solidaires/n111/lettre-a-mon-collegue-de-taf-qui-vote-rn/



Solidaires Finances Publiques est un syndicat national créé en 1962 sous le nom de SNU-CD (Syndicat national Unifié des Contributions Directes), il deviendra en 1968 le SNUI (syndicat national Unifié des Impôts), puis en 2009 l'union SNUI-Sud Trésor et en 2012 Solidaires Finances Publiques. Solidaires Finances Publiques est composé de 140 sections sur l'ensemble du territoire et a plus de 14 000 adhérent-es.

Du 14 au 17 octobre prochain, se tiendra le prochain congrès de Solidaires Finances Publiques au Cap d'Agde. Nous avons demandé à nos camarades quels étaient les enjeux de celui-ci dans la période que nous traversons.

Un congrès dans une situation exceptionnelle !

Force est de constater que nous traversons une situation où tous les possibles sont ouverts : le pire comme le meilleur. Et c'est parce que le pire est le plus probable que le meilleur est plus que jamais nécessaire !

Pour que le meilleur voie le jour, le rôle du syndicalisme et en particulier le nôtre est que plus jamais crucial. Pour y arriver, nous devons analyser la situation que nous traversons sans rien mettre sous le tapis. Analyser nos difficultés, nos échecs, mais aussi nos forces et nos succès (car nous en connaissons), nous permettra de mieux agir sur la situation, d'emmener dans nos combats toujours plus d'agentes et d'agents pour pouvoir remporter des victoires. Pour cela,

notre syndicalisme de proximité, technicien et combatif est plus que jamais d'actualité. La défense de notre service public, de nos missions, des agentes et agents quel que soit leur statut, des conditions de travail reste et restera une priorité dans les années qui viennent.

Notre outil syndical doit également être interrogé pour le renforcer et le développer. Car même si nous demeurons un syndicat national avec un taux de syndicalisation important (14 000 adhérentes et adhérents sur 90 000 agentes et agents), le nombre de nos adhérentes et adhérents baisse malgré chaque année de très nombreuses nouvelles adhésions. Par ailleurs, dans les deux ou trois prochaines années, plus de 20 000 collègues partiront à la retraite et parmi elles et eux de très nombreuses et nombreux militant-es de Solidaires Finances Publiques. La question du renouvellement militant est aujourd'hui une priorité pour Solidaires Finances Publiques.

Sans oublier également nos engagements, nos valeurs en particulier notre combat acharné et inscrit depuis toujours dans l'ADN de notre syndicat contre les idées d'extrême droite que ce soit dans notre champ professionnel ou à l'extérieur. Combattre l'extrême droite est une priorité pour que le pire n'arrive pas au pouvoir dans les prochaines années. Mais ce combat demande à la fois de combattre les politiques ultra libérales faisant exploser les inégalités et les injustices sociales mais aussi le racisme et tout ce qui le développe. C'est un combat de longue haleine mais qui doit en cette rentrée et dans les mois qui viennent être une priorité pour le syndicalisme. Voilà les enjeux de notre 34^e congrès qui aura lieu du 14 au 17 octobre prochain au Cap d'Agde.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES

mail: contact@solidairesfinancespubliques.org
site: solidairesfinancespubliques.org
facebook.com/SolidairesFiP

x.com/SolidairesFiP
youtube.com/solidairesfinancespubliques
instagram.com/solidaires_finances_publiques

Les solidaires en action

SOLIDAIRES PAYS BASQUE :

« RENTRER VIVANT·E DU TRAVAIL EST UN DROIT ! »

Solidaires Pays Basque est une Union Locale, situé dans le département des Pyrénées-Atlantiques (64). Dans ce département, pour mieux correspondre aux réalités d'un territoire bi-céphale (histoires, cultures, agglomérations) les syndicats Sud et Solidaires sont organisés en deux Unions Locales, l'une en Béarn, l'autre au Pays Basque Nord (côté français).

Ces derniers mois, Solidaires Pays Basque a participé à la mise en place d'un protocole intersyndical d'action face aux accidents du travail. Retour sur la mise en place de celui-ci !

« L'idée d'un protocole était discutée depuis plusieurs années, principalement avec des camarades du syndicat LAB (Langile Abertzaleen Batzordeak), un syndicat de travailleurs·ses du Pays basque, car un protocole existait au Pays Basque Sud (côté espagnol), pour dénoncer chaque accident de travail mortel ».

Le 9 mars 2022, un grutier meurt d'un accident du travail à Bayonne, la grue sur laquelle il travaille s'effondre, causant la mort d'un père de famille.

Ça a été notre premier rassemblement intersyndical sur le thème des accidents du travail avec LAB, la FSU 64 et la CGT Construction 64.

Depuis, tous les ans, nous organisons un rassemblement sur le lieu de l'accident le 9 avril, pour rendre hommage à Mohamed et rappeler qu'il n'est pas normal de ne pas rentrer vivant·e du travail !

En parallèle, nous nous sommes attelés à la création d'un protocole pour le Pays Basque Nord.

Après deux ans de travail unitaire, le 27 août dernier, nous avons présenté le protocole devant le restaurant Le Prado de Saint-Jean-de-Luz. Ni la date, ni le lieu n'ont été choisis au hasard : il y quatre ans, trois salarié·es étaient brûlé·es au travail dont un très gravement en travaillant dans ce restaurant. Le protocole :

En France les morts au travail c'est tabou. L'État n'organise même pas le décompte. Il est fait par des militant·es qui essaient d'interpeller le ministère du travail à chaque personne décédée x.com/DuAccident. Au 1^{er} septembre 2024, plus de 200 personnes sont mortes d'un accident de travail.

C'est tout l'objectif de ce protocole : rendre visibles tous les accidents du travail et les dénoncer notamment les plus graves et les mortels. Pour cela nous devons faire de la pédagogie dans les entreprises en amont des accidents, créer des relations entre les travailleur·ses et les organisations syndicales. Et nous devons automatiser certaines mobilisations en cas d'accidents afin de ne plus les laisser invisibles. En le faisant en intersyndicale, nous gagnerons du temps et serons en mesure de répondre le mieux possible face à chaque accident du travail, c'est pourquoi nous souhaitons l'élargir au plus de syndicats possibles. **Nous espérons que d'autres syndicats partout en France s'en inspirent. Les mort·es au travail ne sont ni des faits divers, ni une fatalité !**

Le protocole est disponible sur le site de Solidaires : urlr.me/LmHJF
Solidaires Pays Basque
solidairespb@outlook.fr



Non

mais,

**vous voulez pas
être payé·e**

en plus !

LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES ET LA NORMALISATION DU TRAVAIL GRATUIT.



A l'occasion du numéro de d'été, qui n'est pas paru pour cause de situation politique catastrophique, nous avons prévu un article de la sociologue Maud Simonet sur l'enjeu du volontariat pour le droit du travail pendant les JOP 2024, que nous publions désormais, assorti d'un petit bilan des jeux.

Si la presse ne tarit pas d'éloges sur ces JOP, elle a passé dans sa majorité complètement sous silence les divers éléments ressortis. Ainsi, *La dépêche* nous apprend que certains bénévoles ont été remerciés du jour au lendemain sans même être prévenus de vive voix (alors qu'ils avaient loué un appartement pour 15 jours à Paris). Les gilets violets de la RATP, en charge de l'accueil, ont, pour certains, dénoncé des conditions inhumaines: interdiction de s'asseoir ou de faire des pauses toilettes. Des salarié-es du COJO comptent de leur côté aller aux prud'hommes pour abus de l'utilisation du forfait-jour, les heures et les plannings imposés ne correspondant en rien à ce système spécifique aux cadres.

Cette absence de respect du droit du travail s'inscrit dans la conception générale des JOP. En effet, la période est venue confirmer nos craintes concernant le caractère d'exceptionnalité – normalité que le gouvernement a voulu donner à un tel événement. Emmanuel Macron s'est permis de ne pas nommer un nouveau gouvernement le temps des Jeux. Il a osé déclarer après que les Jeux devaient devenir la norme en France, qu'ils prouvaient le caractère du pays à faire front commun, entendre à s'asseoir sur le droit du travail ou l'accompagnement des personnes précaires, expulsées par centaines vers d'autres départements. La période a aussi montré ce qui signifiait la privatisation d'espaces entiers du territoires, dédiés aux seuls spectateurs des JOP quand les habitants profitaient surtout des fourgons de police et des hélicoptères. Autant se le dire, tout le monde n'a pas eu l'occasion de rigoler.

Quand le volontariat sert à s'attaquer au droit du travail!

Depuis l'été 2023 la campagne de recrutement des 45 000 bénévoles pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris suscite de vives réactions des organisations écologistes, syndicalistes et politiques. Alors que cette édition de l'événement Olympique était censée être la première à mettre le travail

au cœur des Jeux, du fait notamment de la signature d'une charte sociale par les grandes centrales syndicales, les modalités de recours au bénévolat lors des JOP interrogent: de quel traitement du travail parle-t-on exactement ?

Car la nouveauté des JOP de Paris 2024 c'est justement d'avoir produit une charte du volontariat qui vient cadrer et normaliser le recours à ce travail bénévole... bien en deçà du droit du travail français.

La doctrine juridique fait notamment du lien de subordination un élément central de la qualification juridique d'une relation d'emploi et donc d'un contrat de travail. Or, en ouvrant la charte du volontariat publiée par le Comité des jeux olympiques on ne peut que remarquer les multiples indices de subordination qui parsèment le texte, depuis la définition des obligations du « volontaire » jusqu'aux multiples fiches de postes décrivant leurs « missions ». On apprend ainsi que certains bénévoles travailleront à enregistrer les performances des sportifs « sous la supervision des équipes d'Oméga », entreprise Suisse du secteur du luxe, chronométrateur officiel des Jeux olympiques. Ou encore que des bénévoles qui ne respecteraient pas l'un des principes de la charte pourraient se voir retirer leur accréditation. Directives, contrôle et sanctions, autant d'éléments au cœur de la définition de la relation de subordination, apparaissent ainsi explicitement dans la présentation du travail attendu des bénévoles. Mieux, ces éléments, pour le moins paradoxaux au regard de la jurisprudence, sont à nouveau réitérés dans le « *Guide pratique à l'usage des organisateurs de grands événements sportifs* » publié en décembre 2022 par la Direction générale du travail du ministère du Travail.

Ce coup de force aux frontières de la définition juridique du travail, porté par le COJO et en quelque sorte entériné par le Ministère, s'inscrit dans un mouvement plus profond de normalisation et d'institutionnalisation du travail gratuit¹: du déploiement des services civiques dans les services publics à la « *contrepartie* » en travail désormais exigibles aux allocataires du RSA, en passant par les multiples dispositifs qui incitent à valoriser l'engagement citoyen sur le marché du travail - dispositifs auxquels les JO et leurs « *certificats de volontariat* » ne dérogent pas.

Maud Simonet



¹ Maud Simonet, L'imposture du travail-Désandrocentrer le travail pour l'émanciper, 10/18, 2024, pp 53-60.

Élection dans les très petites entreprises



Du 25 novembre au 9 décembre 2024, les salarié-es des entreprises et associations de moins de 11 salarié-es, ainsi que les salarié-es des particuliers employeurs, seront amené-es à voter pour choisir quel syndicat les représente. Ce sont près de 5 millions de personnes qui sont concernées par ce scrutin, qui a lieu tous les 4 ans.

Qui vote ? Quel calendrier ?

Pour voter en novembre/décembre 2024, il faudra avoir été salarié-e d'une TPE/TPA (ou salarié-e d'un particulier) en décembre 2023, ne serait-ce qu'une heure, et quelque soit le statut que l'on a depuis cette date.

- **Fin août**, les électeurs-trices ont reçu un courrier les informant de ce scrutin, les invitant à corriger éventuellement leur convention collective de rattachement, et renvoyant vers le site gouvernemental dédié à ces élections.
- **Le 21 novembre** au plus tard, les électrices-teurs recevront un nouveau courrier, avec le matériel de vote par correspondance et les informations permettant de voter par voie électronique.
- **Les résultats seront proclamés le 19 décembre.**

Comment faire une correction sur la liste électorale ?

Il faut se connecter sur le site election-tpe.travail.gouv.fr. Cela peut être par exemple une erreur sur la convention collective de rattachement.

Pour rappel, plus de 5M de salarié-es ont reçu à leur domicile, entre fin août et début septembre, un courrier leur annonçant la tenue du scrutin cette année, mais aussi les invitant à se connecter sur le site election-tpe.travail.gouv.fr

Pour vérifier et demander à corriger (si nécessaire) leurs informations personnelles, et cela jusqu'au 27 septembre.

VOTONS

et associations du 25 nov. au 9 déc. 2024

Comment faire campagne quand on est salarié·e d'une très petite entreprise ou très petite association ?

Il faut faire connaître ce scrutin aux collègues avec qui on bosse au quotidien... quand on en a. Sinon, dans plein de métiers ou secteurs, il y a des boucles et des réseaux sociaux « professionnels », qui peuvent être utilisés...

Comment faire campagne quand on n'est pas salarié·e d'une très petite entreprise ou très petite association ?

Chacun·e peut faire campagne pour Solidaires, d'abord en faisant connaître le scrutin, puis au moment du vote,

de faire voter pour Solidaires. Même quand on n'est pas salarié·e de TPE/TPA, on en connaît tous et toutes : salarié·es des commerces que l'on fréquente ou de l'association à laquelle on appartient, ami·es, famille, etc.

Il peut-être utile que les adhérent·es de nos structures reçoivent un courrier en ce sens pour les informer de l'existence du scrutin et de ses enjeux. Cette démarche ne peut être initiée que par les structures. Elles ont la responsabilité de s'impliquer dans cet enjeux interprofessionnel qui nous concerne toutes et tous.

Pour mener la campagne, du matériel est disponible et sera livré début octobre : afiches, tracts, autocollants. Il est complété d'une campagne « digitale » : réseaux sociaux, vidéos, signatures de mails...

Le matériel qui va arriver dans les Solidaires locaux ne demande qu'à être utilisé !

Stations de métro, terminaux de bus, RER, marchés, rues ou zones commerçantes ou simplement les boîtes à lettres de son

immeuble, festivals, forums pour l'emploi, maisons de l'enfance : les endroits ne manquent pas pour organiser des diffusions de tracts. Lors des prochaines réunions de syndicat et de section syndicale, prenons quelques minutes pour voir à quoi nous pouvons participer, ce que nous proposons de prendre en charge comme activité interprofessionnelle locale. Un collage ou une diffusion de tracts, ça ne prend pas beaucoup de temps et ne nécessite pas de mobiliser un grand nombre de camarades, mais c'est très utile pour le développement de Solidaires ! D'autres options sont possibles :

- *Par exemple pour toucher des assistantes maternelles du département : tour d'appel (les numéros sont publics pour que les parents puissent les recruter), tournée des maisons de l'enfance ou même tournées dans les parcs le matin en semaine !*

- *Pour toucher les salarié·es du secteur associatif : tour d'appel des associations du département : ce sont souvent les salarié·es qui répondent au téléphone.*

Vous pouvez trouver toutes les informations sur ce site :

onadesdroits.solidaires.org

Union
syndicale
Solidaires



Parmi les cadres unitaires auxquels Solidaires a participé pendant les élections législatives, le cadre Résistances locales, ou Territoires en résistance, est appelé à durer.

QU'EST-CE QUE C'EST ?

Formé à l'initiative du collectif Terres de Luites, il avait pour objectif de construire des Fronts de résistance locale à l'extrême droite, sur le court et le long termes. Il rassemble des syndicats, des collectifs et des associations, notamment d'écologie populaire. Ce réseau a vocation à vivre localement, en construisant un maillage de résistances dans les bourgs et les quartiers. Alors que la campagne des législatives a beaucoup opposé habitant-es des villes et des campagnes, nous pensons qu'il existe des leviers de résistance partout, à élargir et à fédérer.

COMMENT FAIRE ?

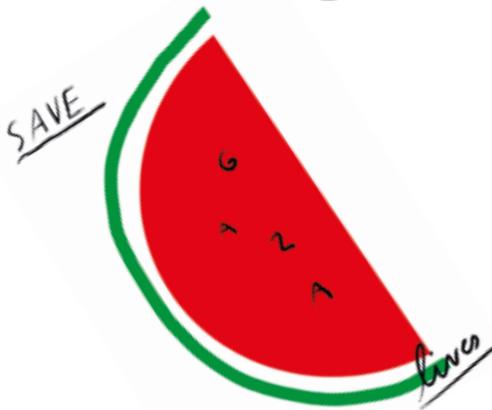
Vous participez à un collectif unitaire local, contre l'extrême droite, ou bien contre un projet écocidaire, dans le cadre d'une lutte sociale... ou vous pensez possible de le créer. L'idée est de l'élargir à des acteurs moins habituels, en passant par les AMAP, les recycleries, les collectifs de parents d'élève, les associations sportives, les groupes de quartier ou de village sur les réseaux sociaux.

Sur le format aussi, se regrouper en assemblées, mais peut-être aussi dans des apéros ou pique-niques. Et choisir des sujets populaires dans le territoire, qui touchent largement, sur les angles morts des programmes de l'extrême droite : santé, travail, logement, services publics.

L'idéal serait de s'appuyer sur des lieux servant de base : bourses du travail, lieux autogérés, bars, librairies, fermes. Il s'agira alors de renforcer les réseaux de solidarités concrètes (cantines, gardes partagées, réseaux de récupération et de redistribution) et de mettre en œuvre dès que possible les véritables alternatives qui peuvent répondre à la crise sociale et environnementale.

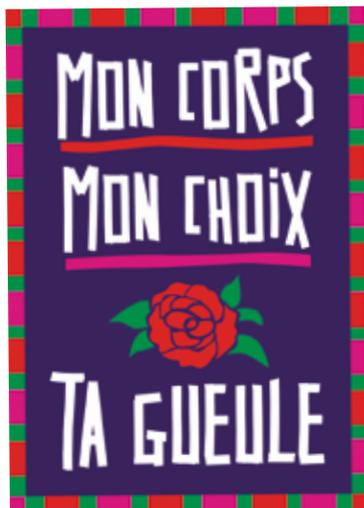
Dernière étape, se mettre en réseau :
resistanceslocales.org !

L'avenir au présent !



Free Palestine

La commission internationale a organisé une formation deux heures à propos de la Palestine afin de comprendre le contexte actuel et les positions de Solidaires sur le sujet. L'enregistrement de la visio est ici : urlr.me/wCcTb



IVG!

Le 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'IVG, plusieurs milliers de femmes ont manifesté à travers le monde pour exiger ce droit et des moyens pour avorter en toute sécurité.

Podcast!

Voies syndicales est le premier podcast de Solidaires. Pour ce premier numéro on a rencontré des camarades de SUD Rail à Lille et on discuté avec eux et elles de leurs métiers, leurs conditions de travail et de leurs parcours syndicaux.

urlr.me/wmGtc



Rencontres !

L'Alliance Écologique et Sociale organise ses premières rencontres formations. Celles-ci auront lieu sur 2 jours à la Bourse du travail de Paris. Une première journée de formation pour les militant·es des structures qui compose l'AES, et une seconde journée sous forme de table ronde ouverte au plus grand nombre autour des transports, du fret ferroviaire, du rapport à l'extrême droite, etc. Et qui se terminera par un meeting : penser la convergence des luttes sociales et environnementales en 2024. Pour plus d'information : contact@solidaires.org



Nouveau secrétariat suite au congrès

Suite au congrès, un nouveau secrétariat national pour Solidaires a été élu : Julie Le Mazier (Sud Education), Brendan Chabannes (Sud Education), Tayeb Khourra (Sud Aérien Solidaires) rejoignent l'équipe du SN aux côtés Jérôme Bonnard (Sud Solidaires BPCE), Aurélien Boudon (Sud Education), Julie Ferrua (Sud Santé Sociaux) – Co-députée générale, Ophélie Gath (Solidaires Finances Publiques), Murielle Guilbert (Solidaires

Finances Publiques) – Co-députée générale, Elie Lambert (Solidaires Douanes), Gaëlle Martinez (Solidaires CCRF-SCL), Véronique Poulain (Sud CAM) – Trésorière. Marie Vairon de Sud PTT arrivera en mai 2025. Didier Aubé, Cybèle David, Frédéric Bodin, Evelyne Ngo et Simon Duteil ont terminé leur mandat. Un pot de départ sera organisé le 2 octobre à la Grange aux Belles.



Résolutions de congrès et cahier revendicatif

Livraison en novembre dans les Solidaires locaux et les structures nationales, des textes issus du congrès de Labège/Toulouse d'avril 2024 ainsi que le nouveau cahier revendicatif.



Anniversaire Solidaires

L'Union syndicale Solidaires a fêté ses 25 ans. Et c'est aussi 25 ans d'amitié avec Canal Marche avec notamment Christophe, Adeline, Emmanuel, Floriane, et plus anciennement avec Thibault, Patrice et Sylvia. Alors avec Adeline nous avons sélectionné 25 films qui nous ont marqué vimeo.com/946989906?share=copy

Déclaration

REPRENDRE L'OFFENSIVE

Le discours de politique générale de Michel Barnier confirme une orientation clairement ultra-libérale, au service des plus fortunés. Malgré des promesses creuses d'efforts temporaires des plus riches, c'est une fois de plus aux travailleurs et travailleuses et aux plus précaires que sont demandés les sacrifices. Derrière des annonces superficielles, on retrouve la même recette : précariser davantage, casser les acquis sociaux et remettre en question des droits fondamentaux.

Le recul de l'âge de la retraite est inacceptable, tout comme le manque de considération pour les travailleurs et travailleuses dont les efforts ne cessent d'augmenter tandis que la précarité s'accroît et que de plus en plus de personnes basculent dans la pauvreté. Pire encore, les plus vulnérables, notamment les immigré·es, sont utilisés comme boucs émissaires des maux de notre société. Nous ne pouvons accepter que des idées proches de l'extrême droite dictent notre politique sociale. L'humanité et la solidarité doivent rester au cœur de nos actions. Par ailleurs, la composition du gouvernement envoie un signal d'arrière-garde en matière de droits des femmes et des LGBTI, fragilisant encore un peu plus les avancées pour l'égalité.

Nous devons reprendre l'offensive ! Il est temps de redistribuer les richesses et de répondre aux défis écologiques. **Reprendre l'offensive pour notre camp social c'est revenir à la retraite à 60 ans, conquérir un SMIC à 2000 euros et des minima sociaux, des salaires qui permettent de vivre et non survivre, des services publics de qualité en garantissant l'égalité d'accès et de traitement.** La mobilisation du 1^{er} octobre a montré que le fatalisme n'a pas sa place dans notre société. Nous devons continuer à nous battre pour une société plus juste, plus égalitaire et plus solidaire. Continuons à nous mobiliser, à lutter, à faire entendre nos voix pour que la justice sociale devienne une réalité.

Union
syndicale
Solidaires

